



HAL
open science

Les politiques d'intégration indigéniste dans les territoires triquis (1920-1977) : outils de reconfigurations territoriale et communautaire ?

Guillaume Duarte

► To cite this version:

Guillaume Duarte. Les politiques d'intégration indigéniste dans les territoires triquis (1920-1977) : outils de reconfigurations territoriale et communautaire ?. Doctoriheales , Jan 2018, Paris, France. hal-01731343

HAL Id: hal-01731343

<https://univ-sorbonne-nouvelle.hal.science/hal-01731343v1>

Submitted on 14 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Doctoriheales 2018

Les politiques d'intégration indigéniste dans les territoires triquis (1920-1977) : outils de reconfigurations territoriale et communautaire ?

Introduction

Au Mexique, les politiques d'intégration régionale impulsées par les gouvernements issus de la Révolution (1910-1940) mettent les populations indiennes au cœur du projet de construction nationale. Les affaires indiennes sont traitées par le Secrétariat d'Éducation Nationale (SEP), fondé en 1921, puis, à partir de 1948, par l'Institut National Indigéniste (INI). Leur objectif est d'incité le changement culturel et de promouvoir le développement et l'intégration des communautés indiennes à la nation.

Il est souhaitable d'analyser les conséquences de ces politiques publiques depuis un territoire jugé encore aujourd'hui comme marginalisé. Les territoires des populations triquis, situés à l'ouest de l'Etat de Oaxaca, dans la région mixtèque, correspondent à cette description d'autant plus qu'ils sont considérés depuis l'époque coloniale comme violents et étant restés aux marges des centres régionaux et de la vie sociale, politique et économique nationale.

Une autre particularité de leur territoire est qu'il se divise en trois régions chacune représentée par un centre cérémoniel que sont : San Juan Copala, San Andrés Chicahuaxtla et San Martín Itunyoso. Les populations locales vivent dans des localités autour de ces centres qui dépendent des municipalités mixtèques de Juxtlahuaca, Putla et Tlaxiaco.

S'interroger sur l'intervention de l'Etat postrévolutionnaire à l'échelle régionale contribue à comprendre certains pans de l'histoire sociale de la région triqui. Quelles ont été les politiques d'intégration nationale et régionale qui ont contribuées à reconfigurer les territoires des communautés triquis entre 1920 et 1970 ? Quels ont été les acteurs à différentes échelles qui y ont contribués ou qui s'y sont opposés ? Quelles en sont les conséquences sur l'organisation communautaire des triquis de Oaxaca ?

I. Les réformes postrévolutionnaires à l'échelle triqui

A. Conséquences de la réforme agraire

Les gouvernements issus de la Révolution votent plusieurs réformes afin de moderniser le pays dont la Réforme agraire. Dans les régions rurales elle se traduit par la répartition de terres aux petits paysans et aux communautés indiennes. Cependant, la réforme est orchestrée depuis le pouvoir central à Mexico dont les décisions ne sont pas sans répercussions à l'échelle régionale.

Dans la région triqui, elle est la cause de nombreux conflits intercommunautaires. La création de terres collectives, les *ejidos*, empiètent sur les limites communales. Les autorités locales à même d'interagir avec les instances gouvernementales saisissent l'opportunité pour agrandir leur territoire en réclamant la création d'*ejidos*, créés au détriment des limites définies depuis l'époque coloniale par les Titres primordiaux. Les *Ejidatarios* s'affrontent avec les défenseurs des biens communaux. L'Etat fédéral est contraint d'arbitrer ces conflits en publiant des résolutions présidentielles qui ne sont pas toujours appliquées par ses agents régionaux.

Pourtant, il forme des fonctionnaires qui sont envoyés dans les communautés indiennes. Les instituteurs ruraux ont par exemple pour mission de promouvoir la Réforme agraire, d'organiser des comités agraires et d'encourager la constitution d'*ejidos*. Maîtrisant la langue officielle ils occupent un rôle central dans la vie sociale communautaire.

B. L'instituteur au sein de la communauté

Pour l'Etat postrévolutionnaire l'intégration des indiens s'inscrit également dans un projet éducatif national et émancipateur. Sous l'impulsion de la SEP, des écoles rurales fédérales sont construites et des enseignants y sont envoyés pour alphabétiser et castillaniser.

Néanmoins, l'instauration d'un projet pédagogique national est plus complexe qu'il n'y paraît à l'échelle communautaire. L'introduction d'un nouvel acteur qu'est l'instituteur bouleverse l'organisation sociale des communautés. Les tensions entre les leaders communautaires et les instituteurs n'encouragent pas les habitants à y envoyer leurs enfants. Dans la région triqui les écoles sont désertes.

Leur mission est mal perçue par les autorités traditionnelles, tout comme leur maîtrise de la langue officielle, la maintenance des écoles n'est pas assurée et certains de leurs abus sont directement dénoncés à la présidence de la république. Les conditions de travail sont telles que les enseignants abandonnent leur école.

A Copala, la castillanisation est vue comme une menace par les groupes armés. Ils menacent de mort les personnes parlant le castillan car elles pourraient les dénoncer aux autorités régionales. Pour lutter contre ces menaces et l'insécurité, les enseignants n'hésitent pas à intervenir dans les affaires locales et réclament l'envoi de l'armée. Ils contribuent de la sorte aux premières interventions des forces armées de l'Etat dans ces territoires.

Afin de remédier à ces situations conflictuelles des instituteurs municipaux, issus des communautés indiennes, sont formés. Leur statut leur confère un certain prestige local. Bilingues, ils deviennent des intermédiaires privilégiés, favorisent l'intervention de l'Etat ainsi que l'hégémonie du parti officiel lors des élections locales.

Pour conforter le contrôle du parti révolutionnaire et appliquer les réformes administratives et juridiques, les territoires triquis passent sous l'autorité de centres urbains régionaux.

C. Reconfiguration administrative et juridique des centres triquis

Les trois centres cérémoniels bénéficient jusqu'aux années 1940 du statut de "*Municipio Libre de Distrito Judicial*" ce qui leur confère une certaine autonomie vis-à-vis de l'Etat de Oaxaca.

Afin d'optimiser la bureaucratisation de l'Etat de Oaxaca, le Congrès vote en juin 1940 et en février 1949 la suppression municipalités de Chichahuaxtla puis de Copala. Elles sont rétrogradées en agence municipale et leurs territoires sont rattachés aux municipalités de Putla et de Juxtlahuaca. Cette répartition génère de nombreux conflits qui sont accentués par la hausse du prix du café, principale denrée cultivée à Copala. Les intérêts des propriétaires agraires et des commerçants se renforcent pour la région et la rend plus instable.

Les bénéficiaires de cette situation sont les groupes armés de Copala qui monopolisent les récoltes en extorquant les petits producteurs. Ils négocient leur vente avec les intermédiaires des commerçants et les revenus générés sont réinvestis dans l'achat d'armes

à usages militaires. Les divisions territoriales s'accroissent à Copala tout comme la violence qui justifie son rattachement à Juxtlahuaca.

Celui-ci favorise également les abus de pouvoirs des autorités municipales et des militaires en faction. Le secrétaire de l'agence municipale et les agents du ministère public sont accusés d'extorquer de l'argent aux populations en échange de la rédaction de documents officiels, mais aussi d'être soudoyés par les chefs armés pour libérer les sicaires. Les militaires sont quant à eux accusés de réquisitionner le bétail, les récoltes de café et de revendre des armes.

Les réformes gouvernementales et l'intervention de ses agents ne favorisent pas la modernisation des territoires triquis, au contraire elles contribuent à accentuer les divisions. A partir des années 1950, l'Institut National Indigéniste a pour mission de les atténuer en impulsant des politiques d'intégration régionale.

II. L'Institut National Indigéniste dans les territoires triquis

A. Les stratégies d'intégration régionale depuis Tlaxiaco

Pour mener à bien ses politiques l'Institut National Indigéniste fonde à partir des années 1950 des Centres Coordinateurs Indigénistes (CCI). En 1954, le centre des régions Mixtèques de l'Etat de Oaxaca est créé à Tlaxiaco. Son objectif est de déterminer les problèmes spécifiques aux « noyaux indiens », d'établir des plans de développement et de coordonner les activités des dépendances de l'Etat fédéral. Jugées comme « extrêmement misérables » par les anthropologues ayant visité la région triqui de nombreux projets sont promus par l'INI.

L'intégration régionale passe par le développement de « l'interdépendance sociale et économique entre les noyaux urbains métisses et les marges périphériques indiennes ». Pour ce faire les indigénistes concentrent leurs efforts sur la construction de chemins reliant les communautés triquis entre elles et aux routes fédérales.

Ces tronçons doivent faciliter les échanges commerciaux et l'exploitation des ressources naturelles locales. Des coopératives agricoles sont implantées dans les centres proches de la route afin de proposer des produits de premières nécessités comme le maïs à des prix avantageux et concurrencer le monopole des commerçants régionaux. Les indigénistes

fournissent aussi les matériaux nécessaires à la rénovation des écoles et des agences municipales. L'exploitation industrielle des forêts communales est envisagée pour diversifier les sources de revenus, augmenter les parcelles cultivables et construire de nouveaux bâtiments. Ils cherchent également à améliorer les techniques agricoles et stopper l'agriculture sur brûlis.

De nouvelles dynamiques régionales se créent, des communautés se développent en collaborant avec l'INI alors que d'autres restent aux marges des projets indigénistes.

B. Médiation indigéniste à différentes échelles

A l'échelle régionale, la présence indigéniste modifie les relations entre les autorités locales et les instances gouvernementales de Oaxaca. Au même titre que les représentants du parti officiel les indigénistes sont les relais régionaux de l'Etat.

La direction du centre de Tlaxiaco se substitue à l'Etat de Oaxaca en intervenant dans les affaires communautaires et en sollicitant l'intervention des instances fédérales. Elle recommande également l'application de politiques régionales au gouverneur. Par exemple, il lui est recommandé de planifier le désarmement de la région triqui et d'envoyer la police judiciaire pour constater les infractions commises.

Les représentants communautaires se tournent donc vers les indigénistes lorsque des différends les opposent. Ils se rendent jusqu'à Tlaxiaco pour demander l'arbitrage de l'INI et de son département juridique et ainsi éviter l'intervention des agents municipaux ou du procureur de justice de Oaxaca. La présence de l'INI régionalement reconfigure les stratégies d'interactions des autorités locales avec l'Etat fédéral et fédéré.

Néanmoins, comme les décisions se prennent depuis Tlaxiaco le jugement des indigénistes ne correspond pas toujours aux réalités communautaires. Ils favorisent les acteurs avec lesquels ils travaillent. L'intégration régionale est donc inégale et pousse les représentants locaux à se tourner vers d'autres programmes gouvernementaux et d'autres acteurs socioreligieux.

III. Critiques de l'action indigéniste

A. Limites de l'intervention indigéniste

L'impact des politiques indigénistes sur l'amélioration des conditions de vie des populations triquis est donc à nuancer tout comme leur impact sur la reconfiguration des territoires.

En raison de la géographie accidentée de la région les missions de l'INI sont rares. Il faut plusieurs heures pour se rendre à cheval dans les centres cérémoniels. Les échanges avec les populations locales sont limités tout comme le suivi des projets.

Sur le terrain, les indigénistes doivent composer avec des acteurs peu enclins à les aider. Les autorités municipales, les leaders locaux et les commerçants régionaux souhaitent conserver leur contrôle politique, social et économique. L'isolement des populations locales leur offrant notamment l'exclusivité des échanges commerciaux.

Les théories indigénistes s'heurtent aussi aux particularismes communautaires quant à la gestion des ressources naturelles. L'ensemble des localités de Copala s'opposent par exemple à l'exploitation forestière.

Pour remédier à ces situations et initier le changement culturel depuis l'intérieur des communautés des « agents d'acculturation » sont formés. Ces promoteurs culturels mettent au service de l'INI leur connaissance linguistique, culturelle et sociale. Promoteurs du changement culturel, ils aspirent à un statut d'autorité morale et administrative ce qui provoque de nouveaux conflits avec les défenseurs des traditions communautaires. Soutenus par les indigénistes et les représentants régionaux du parti officiel ils contrôlent les agences municipales jusqu'à l'intervention de nouveaux acteurs et l'émergence de leaders critiques des pratiques corporatistes de l'Etat.

B. Intervention d'acteurs critiques de l'indigénisme

A partir des années 1960 d'autres acteurs se substituent aux indigénistes à San Juan Copala où les conflits armés ont détourné l'action de l'INI sur San Andrés Chichahuaxtla.

Les bâtiments fédéraux laissés à l'abandon sont investis par des religieux qui vont jouer un rôle majeur dans la reconfiguration territoriale de la région. Des prêtres et des sœurs du diocèse de Huajuapán s'installent et sont rejoints par des évangélistes nordaméricains de l'Institut Linguistique d'Eté. Ils se chargent de l'éducation, de l'alphabétisation, de la

distribution de médicaments et de nourriture. Un internat et un dispensaire sont construits et administrés par des sœurs *guadalupanas*, alors que les évangélistes traduisent le nouveau testament en langue triqui. Pour s'assurer de transmettre leur parole de Dieu, les acteurs religieux se rapprochent des chefs de famille et de leurs fils qu'ils éduquent.

Cependant, en raison d'une cohabitation difficile les missionnaires nordaméricains se réfugient dans la localité de La Sabana. Au contact des évangélistes, les leaders de cette communauté se convertissent. Promoteurs culturels de l'INI et pasteurs, ils se font aussi élire autorités municipales de l'agence de Copala. Pour affaiblir leur contrôle hégémonique sur la région une opposition s'organise sous l'influence d'étudiants et de religieux employés par l'Etat fédéral.

Au début des années 1970, un groupe de frères maristes est envoyé à San Juan Copala pour coordonner les projets de développement rural de la Commission du *Río Balsas*, programme fédéral présidé par l'ex-président Lázaro Cárdenas. Proches des pensées issues de la théologie de la libération et rejoints par des étudiants politisés venus de Mexico, ils contribuent à la conscientisation d'un « club » de jeunes leaders catholiques. Ils commencent par revendiquer leur droit à l'autodétermination, puis s'opposent au contrôle des promoteurs de l'INI et aux politiques d'intégration régionale. Leur groupe se forme autour d'une coopérative agricole inaugurée avec les maristes et les étudiants. La région de Copala se morcèle en deux groupes rivaux. L'un est soutenu par les mouvements sociopolitiques d'opposition au gouvernement alors que l'autre se revendique du Parti Révolutionnaire Institutionnel et de l'Etat mexicain.

Lors de l'élection présidentielle de José López Portillo en 1976, la Commission du Balsas est dissoute et l'INI réformé. Un centre indigéniste des régions triquis est créé à San Juan Copala en 1977. Cependant, les territoires triquis entrent dans des dynamiques opposées : la région de Copala est divisée par un important conflit armé, alors qu'à Chicahuaxtla des initiatives locales facilitent son intégration régionale malgré des tensions entre les différentes générations d'enseignants politisés.

Conclusion

Les politiques menées par l'Etat fédéral pour améliorer les conditions de vie des populations indiennes semblent avoir reconfigurer les territoires des populations triquis sans pour autant

les avoir intégrées à la nation mexicaine. Il est possible de relier l'intervention de l'Etat à l'émergence de divisions communautaires qui sont encore visibles aujourd'hui.

Néanmoins, la reconfiguration territoriale n'est pas uniquement le fait des politiques fédérales. Les leaders communautaires ont renforcé leur contrôle social, économique et politique en établissant des stratégies d'interaction avec les représentants gouvernementaux, et en acceptant ou en refusant l'intervention de l'Etat et des projets indigénistes.

Aujourd'hui ce sont eux qui négocient les projets et les investissements régionaux directement avec le gouvernement de l'Etat de Oaxaca, sans pour autant que cela signifie l'amélioration des conditions de vie des populations locales.